

Antisémitisme : fléau à combattre

Depuis le début de l'actuelle guerre à Gaza il y a une flambée des actes antisémites en France, dont des insultes, des menaces, des messages de haine sur les réseaux sociaux, puis ensuite :

- Un tag à Carcassonne « Tuer les Juifs est un devoir »,
- Des nervis dans le métro parisien, chantant « Nique les juifs, on est des nazis, on est fiers »,
- Des vociférations dans une université parisienne à l'effet que « Hitler n'a pas fini son travail »
- Incisions au couteau sur les grilles de la grande synagogue de Strasbourg,
- Une école à Lyon tagée « Sales juifs, Viva Palestine »
- La porte d'un couple d'octogénaires juifs a été incendié à Paris,
- Une femme étrangère menacée d'expulsion du territoire, traitée de « sale juive »,
- Une femme à Dijon portant un collier avec une étoile de David, traitée de « sale pute juive »,
- Une étoile de David et une croix gammée à Besançon avec l'inscription « Juifs rats »
- Des étoiles de David peintes en bleu sur des immeubles en Ile-de-France. Même si les intentions des auteurs étaient douteuses, cela a créé de l'émotion, un rappel glaçant de l'époque vichyste.
- Une jeune femme est poignardée chez elle à Lyon, avec une croix gammée tagée près de sa porte, qui arbore une mezouza. Ce fait divers a choqué, même si l'enquête policière n'est pas concluante quant aux auteurs de cet acte et quant à leurs motivations.

Cette liste est loin d'être exhaustive. Pharos, la plateforme de lutte contre la haine en ligne, a elle seule reçu plus de 2 000 signalements. La police fait part de dépôts de plaintes et des enquêtes pour plus de 1 000 actes antisémites avec quelques 500 interpellations depuis le début de la guerre à Gaza. Même si certains chiffres peuvent prêter à caution, le phénomène est indéniable puis il est international. Des Juifs agressés, des synagogues brûlées ou dégradées, d'autres incidents graves au Daghestan (Fédération russe), à Berlin, Londres, Madrid et ailleurs. Sur les réseaux sociaux les insultes et menaces prolifèrent et ceci sur les cinq continents.

En France, beaucoup d'auteurs antisémites de ces actes prennent nos concitoyens juifs pour des Israéliens, ce qu'ils ne sont pas.

À qui la faute ? Tout d'abord aux auteurs de ces actes dont rien ne saura excuser. Redevables pour ces agressions, ils doivent être poursuivis et condamnés par les tribunaux compétents. Et ceci qu'ils soient des nervis d'extrême droite chevronnés ou bien de simples égarés qui confondent les Juifs de France avec l'État d'Israël. Ensuite il y a le gouvernement israélien lui-même qui prétend représenter les Juifs du monde entier (nous ne lui avons pas donné ce mandat). Il y a ensuite tous ces relais dans la « diaspora » qui répètent le mensonge à l'effet que l'antisionisme serait la forme réinventée de l'antisémitisme. Ce mantra est répété tant par l'Ambassade d'Israël, par le CRIF que par le gouvernement français. Le tout sans oublier le ministre titulaire de la police Gérard Darmanin, qui multiplie les conférences de presse, pointant du doigt « l'ultra-gauche » pour la montée de l'antisémitisme en France. Il cible notamment le NPA – et les nombreux militants juifs de ce parti – qui réaffirment leur soutien au peuple palestinien. Il n'y a rien d'antisémite dans de telles expressions de solidarité. Mais il y a belle lurette que nous avons renoncé à éduquer le ministre de l'Intérieur, sans parler de la Première ministre, de la Présidente de l'Assemblée nationale ou encore du chef de l'État en personne qui répètent ad nauseam ces mêmes propos diffamatoires. Puis les présidents de

l'Assemblée nationale et du Sénat ont été à l'initiative de la marche contre l'antisémitisme à laquelle le Rassemblement national de Marine Le Pen et Reconquête d'Eric Zemmour ont participé. Une partie de la gauche a refusé de marcher avec eux. L'UJFP et d'autres associations juives progressistes, ainsi que des organisations de jeunesse, ont organisé en parallèle un rassemblement alternatif à l'emplacement de l'ancien Vel d'Hiv à Paris, devant le monument des martyrs juifs de la Shoah. Cet événement a été... interdit par la Préfecture !

Par ailleurs on a des raisons pour de croire que le gouvernement agit ainsi en utilisant des Juifs dans un autre combat : sa charge islamophobe habituelle. Ainsi, de nombreuses autres manifestations réclamant un cessez-le-feu à Gaza ont déjà été interdites sous prétexte d'un risque d'antisémitisme. Ce procédé honteux de la part de nos gouvernants met les Juifs en danger.

Avec un tel confusionnisme provenant les hauts sphères du pouvoir, comment s'étonner que les fascistes antisémites qui gravitent autour du Rassemblement national et les organisations néonazis qui lui sont proches ne sortent pas du bois pour passer à l'action ? Comment s'étonner que de simples citoyens, sans responsabilité politique ni activité militante connue, se lâchent sur les réseaux sociaux ou dans la rue pour s'en prendre aux Juifs, dont l'association fallacieuse avec Israël nous colle à la peau ?

Comme l'histoire nous a souvent démontré, la désignation d'un bouc émissaire est souvent un avant signe qui annonce la ruine d'une société qui se croyait civilisée. Et les Juifs ont souvent été désignés comme boucs émissaires. Il faut réaffirmer que la lutte contre l'antisémitisme s'insère dans une lutte plus globale contre toute forme de racisme, quelles que soient les victimes.

Richard Wagman